

À l'attention des habitants des Hauts-de-Seine,

L'annonce de la nomination éventuelle de Jean Sarkozy à la présidence de *Établissement Public d'Aménagement de la Défense* ne fait que confirmer l'abus de pouvoir que constitue le projet de fusion EPAD-EPASA et d'extension du périmètre du quartier d'affaires. Jean Sarkozy n'a ni la légitimité, ni l'expérience, ni les compétences nécessaires à la fonction. Sa désignation est le reflet de la mainmise d'un clan sur le territoire de nos communes. Nous dénonçons le renoncement des élus de la majorité UMP du conseil général des Hauts-de-Seine, qui en dehors de tout bon sens, soutiennent un acte indigne d'une démocratie.

Si vous aussi vous refusez, qu'en votre nom, ils élisent le 23 octobre prochain, Jean Sarkozy administrateur de l'EPAD afin de permettre ensuite son élection comme président, écrivez à votre conseiller général pour lui faire part de votre désaccord.

Complétez et découpez sur les pointillés joints ou réécrivez sur papier lettre et adressez rapidement à votre conseiller général.
Vous pouvez aussi télécharger ce texte ou envoyer un courriel sur www.madefense.info



Mme/M _____
Conseiller général des Hauts-de-Seine
Hôtel du Département
2-16, boulevard Soufflot
92015 NANTERRE CEDEX

A _____, le _____

Madame, Monsieur le conseiller général des Hauts-de-Seine,

Vous avez accepté, au sein du groupe politique « *Majorité Départementale* », l'élection de Jean Sarkozy comme administrateur de l'*Établissement public d'aménagement de la Défense* (EPAD), afin qu'il en sollicite la présidence.

Je tiens à vous faire part de mon désaccord sur cette élection. Présider un tel Établissement demande expérience et compétence. Malgré les qualités personnelles de Jean Sarkozy, son jeune âge et sa très courte expérience professionnelle et politique ne font pas de lui un candidat sérieux pour prétendre assurer le développement du territoire de la Défense et le représenter auprès des investisseurs internationaux.

À l'heure où tant de jeunes peinent à trouver un emploi reconnaissant leurs qualités, une telle élection me paraît une grave atteinte à nos valeurs républicaines et une remise en cause des promesses du président de la République.

Monsieur le conseiller général, je ne doute pas que vous saurez respecter cette promesse. Je vous demande donc instamment de ne pas élire Jean Sarkozy le 23 octobre au nom des habitants des Hauts de Seine et de faire vôtre la phrase de Victor Hugo: « **Mieux vaut une conscience tranquille qu'une destinée prospère. J'aime mieux un bon sommeil qu'un bon lit** ».

Dans l'espoir d'avoir été entendu, je vous prie de bien vouloir agréer, Madame, Monsieur le conseiller général, mes salutations les plus respectueuses.

Signature, nom-prénom, adresse